

Richard QUILIN

EXPERT COMPTABLE D.P.L.E
INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE DE LA REGION PARISIENNE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

KLUB TERRE AGIR ENSEMBLE

Fonds de Dotation

Siège Social : 390, Chemin du Château, Château St Ferréol - 26410 MENGLON

N° Siren : 530 308 790

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Comptes Annuels Exercice clos le 31 décembre 2024

Bureaux : Cabinet J.L. POUZET et Ass. 47 rue de Rivoli 75001 PARIS
Tél : 01 42 89 52 40

E-Mail : richard.quilin@wanadoo.fr
52 rue du roi de Sicile 75004 Paris

Klub Terre Agir Ensemble

Exercice clos le 31 Décembre 2024

Rapport sur les comptes annuels du commissaire aux comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation KLUB TERRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres du Conseil d'administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport 'activité et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;*
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;*
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;*
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société¹ à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;*
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.*

Fait à Paris, le 2 juin 2025



Richard QUILIN
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

BILAN ACTIF

| | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|---|---------------|---|---------------|---------------|
| | Brut | Amortissements et dépréciations (à déduire) | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Autres | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et Créances rattachées | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres | | | | |
| TOTAL I | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | | | | |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres | 21 587 | | 21 587 | 597 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 35 391 | | 35 391 | 37 887 |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| TOTAL II | 56 978 | | 56 978 | 38 484 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| Écarts de conversion Actif (V) | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V) | 56 978 | | 56 978 | 38 484 |

BILAN PASSIF

| | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---------------|---------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | | |
| Autres | | |
| Report à nouveau | 14 025 | 18 773 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 3 334 | (4 748) |
| Situation nette (sous total) | 17 359 | 14 025 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL I | 17 359 | 14 025 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| TOTAL I bis | | |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | 30 964 | 22 214 |
| Fonds dédiés | | |
| TOTAL II | 30 964 | 22 214 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| TOTAL III | | |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 2 028 | 2 245 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 6 627 | |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | | |
| TOTAL IV | 8 655 | 2 245 |
| Ecart de conversion Passif (V) | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V) | 56 978 | 38 484 |

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

| | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|----------------|---------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | | |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | | |
| dont ventes de dons en nature | | |
| Ventes de prestations de service | | |
| dont parrainages | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | | |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | 117 604 | 76 928 |
| Mécénats | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| Utilisations des fonds dédiés | 22 214 | 21 390 |
| Autres produits | | |
| TOTAL I | 139 908 | 98 318 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stock | | |
| Autres achats et charges externes | 6 535 | (4 514) |
| Aides financières | 99 528 | 75 508 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | |
| Salaires et traitements | | |
| Charges sociales | | |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | | |
| Dotations aux provisions | | |
| Reports en fonds dédiés | 30 964 | 15 214 |
| Autres charges | | |
| TOTAL II | 137 027 | 86 208 |
| 1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 2 881 | 12 109 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participation | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 453 | 143 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL III | 453 | 143 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL IV | | |
| 2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) | 453 | 143 |

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

| | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|----------------|---------------|
| 3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV) | 3 334 | 12 252 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| Sur opérations en capital | | |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| TOTAL V | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES : | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| TOTAL VI | | |
| 4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | | |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | 140 361 | 98 460 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII) | 137 027 | 86 208 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 3 334 | 12 252 |
| | | |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | | |
| Bénévolat | | |
| TOTAL | | |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Secours en nature | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | |
| Prestations en nature | | |
| Personnel bénévole | | |
| TOTAL | | |

Annexe



Règles & Méthodes Comptables

Klub Terre Agir Ensemble

Période du 01/01/24 au 31/12/24

| | | |
|----------------------------------|---------------------------------------|----------|
| L'exercice clôturé au 31/12/2024 | présente un montant total du bilan de | 56 978 € |
| et dégage un résultat de | 3 334 € | |

L'objet social du Fonds de dotation est :

- a) de financer le développement d'une éco-modernité, via la mise en oeuvre de ses propres programmes, afin de relier les fonctionnements de la société de demain aux principes du vivant,
- b) d'assister un ou plusieurs organismes sans but lucratif dans l'accomplissement de leurs oeuvres et missions d'intérêt général.

Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC n°2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques :

Les fonds propres sont constitués du report de l'exédent constaté en N-1 et du résultat de l'exercice.

Les fonds dédiés correspondent aux dons reçus affectés aux projets et non encore dépensés.

Au 31/12/2024, les fonds dédiés reportés s'élèvent à 30 984 euros.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placements.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Devises d'édition

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

VARIATION DES FONDS PROPRES

| | A L'OUVERTURE | AFFECTATION DU RESULTAT | AUGMENTATION | DIMINUTION OU CONSOMMATION | A LA CLOTURE |
|---|---------------|----------------------------|--------------|-------------------------------|---------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | | | | | |
| Report à nouveau | 18 773 | (4 748) | | | 14 025 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | (4 748) | 4 748 | 3 334 | | 3 334 |
| Situation nette | 14 025 | | 3 334 | | 17 359 |
| Fonds propres consomptibles | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 14 025 | | 3 334 | | 17 359 |